

périn, 2 DA; Marne, 2,30 str.; Toulain, 250 m.;  
 encaque, 1,60 DM; Antioche, 14 sok.; Bulgare,  
 fr.; Canasta, 5, 10; Côte d'Ivoire, 285 F CFA;  
 encaque, 0,50 lv; Indes, 170 pes.; S.-E., 40 p.;  
 pica, 40 str.; Iran, 125 ris.; Iranie, 70 p.;  
 life, 600 l.; Liban, 325 p.; Luxembourg, 20 f.;  
 robe, 4,50 fr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,  
 pes.; Singapour, 250 s.; Soudan, 420 lv;  
 Iran, 1,30 F; E.-U., 65 cents; Yougoslavie, 26 din.

Tarif des abonnements page 14

**E. RUE DES ITALIENS**  
**75421 PARIS CEDEX 09**  
**C.C.P. 4297-23 PARIS**  
 Telex Paris n° 658572

Tél. : 246-77-22

Le Monde

## LE CLIMAT POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing parti, estime Jean-Louis Burban, un peu comme Charles X, la France se trouve placée dans un « état de grâce » dont André Mandouze rappelle que, par définition, il ne s'achète pas. Félix Guattari, en tout cas, ne s'en contente pas. Ce qu'il réclame, c'est une transformation en profondeur et non le maintien, qu'il réduit, des hiérarchies et des ségrégations.

### Comme Charles X

par JEAN-LOUIS BURBAN (\*)

PERSONNE dans le monde n'y a rien compris ! Ni l'histoire, qui jusqu'au bout a cru que ce bon peuple français bien conservé voterait Giscard, une fois encore, ni la Bourse, qui n'aurait pas même les multiples sondages tous concordants, ni les jeunes, désœuvrés, qui pensaient mourir sous Giscard comme on meurt, vivait et mourait sous Louis XIV, et qui étaient prêts à voter Coluche par défi, quel que soit le mode suprême. Et pourtant, François Mitterrand a été élu.

Et la monde même a dit : « Quel drôle de peuple ! » En vérité, un peu de sociologie politique appliquée aurait dû permettre de prévoir le résultat.

1) On n'a pas assez souligné que, sous le V<sup>e</sup> République, les candidats de la majorité à l'élection présidentielle ont été obligés, à chaque fois, pour ne faire élire, de faire une ouverture sur leur gauche. En 1969, Georges Pompidou recueillit les votes d'une partie de la démocratie chrétienne (Dubrenet, Pievin, etc.), et en 1974 Valéry Giscard d'Estaing rallia le reste (à l'exception toutefois de ceux qui, dès cette date, ont été à gauche chez les socialistes). De la sorte, il a pu voter non à la question : « Je ne dois rien à personne, sauf à moi-même ». Or, en 1981, le président sortant ne pouvait éliriger cette majorité. Les radicaux de gauche

#### Un parallèle troublant

La parallèle entre le destin de Valéry Giscard d'Estaing et celui de Charles X est troublante : c'est après avoir effectué un voyage triomphal en Alsace qu'il lui fut écrit le pas à cette époque que Charles X refusait d'accepter les fameuses ordonnances qui commençaient à chuter. De même de fréquentes vagues en Alsace ont pu faire pressoir à Valéry Giscard d'Estaing qu'il était populaire, en dépit de ses lois Pyrrhiques, Saurer-Séba et autres lois réactionnaires. Enfin, de même que Charles X put gagner l'Alsace dans l'indifférence générale, par petites étapes, en attendant, mais en vain, que les personnes françaises le rétablissent, Valéry Giscard d'Estaing a pu rentrer à Aulnay sans que manifestation de sympathie entre son chemin. On songe à Chateaubriand : « La monarchie s'en allait et les gens se mettaient à leurs tentures pour la regarder passer » (Mémoires d'outre-tombe). Qu'il lui ait, dans ces conditions, prétendu qu'il restait de toute manière, dans sa retraite, l'homme le plus populaire de France a montré à quel point, comme les rois du dix-neuvième siècle, il aura mal compris l'attachement particulier du pouvoir au trône.

2) Il faudrait souligner, enfin, combien l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand a été une autre tradition française, d'ailleurs complémente : celle qui veut que l'alternance au pouvoir s'effectue non comme en Grande-Bretagne au rythme des élections, non comme en Allemagne fédérale au rythme des élections, mais tout simplement au rythme naturel des générations. Bien que, par conséquent, François Mitterrand

## La France en état de grâce

par ANDRÉ MANDOUZE

La République d'est-elle pas née du jour où des mots comme liberté, égalité, fraternité, ont pris la couleur de la vie et vain le prix du sang qu'on était alors prêt à verser pour eux ? Durant sa campagne la conviction de François Mitterrand s'est affirmée comme balayant toutes les arguties d'un faux et même comme dominant les détails de son propre programme. Ce qu'il proposait était de tous ces vieux de traduire l'immanquable — assurait-il — par un « grand mouvement populaire ». Effectivement, la contagion est née de la conviction. Effectivement, le peuple s'est d'instinct identifié avec celui qui, par anticipation, avait déjà, à ses yeux, le droit de parler en son nom.

Puis, sans que s'oblitére cette première image, qu'il était irrésistiblement illustré à la Bastille le soir du 10 mai, une autre formule est venue, redoublant d'une autre façon la même chose. Rompant avec les vœux « énarchoques » et glaciés de nos clivements prudents, François Mitterrand n'a pas craint de caractériser d'un « état de grâce » le moment que vivait la France, moment qui faisait qu'elle était elle-même tout en étant simultanément plus qu'elle-même, comme si son cœur d'état n'était ni à battre au rythme d'une force mystérieuse.

Lois de son l'idée de voir en notre président de la République un nouveau théologien. Nous avons besoin qu'il nous redonne non qu'il sollicité les concepts de

Mais surtout, le temps de « grâce » retrouvée ne s'est pas passé sans les réflexes de l'investiture. Si privilégiés soient-ils, ces moments émus ont été sans lendemain possible. Ils avaient été monopolisés par un seul homme et occupés par le secours d'un seul. Le droit n'avait été qu'un prétexte, le « droit » de l'homme à la « grâce » de l'espérance. L'appel à l'imaginaire, le grand vent de la mer, du temps libre et de l'humanité, ont été déviés, ont été déviés sur un vieux peuple qu'on avait essayé de faire vivre tout entier, d'autre part, les déviations de la société française, mais aussi de rapports de force au sein de l'Europe (comme en témoignent les réactions des dévotionnaires de Pologne).

A supposer qu'il en soit bien ainsi, derrière nous, ce n'est pas seulement à Mitterrand et aux socialistes, mais comment ? A quelles conditions ? N'aurait-ce pas nos faire reconnaître, que nous ne sommes pas seulement à l'heure d'un changement radical, non seulement à l'heure de la gauche, mais aussi de rapports de force au sein de l'Europe (comme en témoignent les réactions des dévotionnaires de Pologne).

A supposer qu'il en soit bien ainsi, derrière nous, ce n'est pas seulement à Mitterrand et aux socialistes, mais comment ? A quelles conditions ? N'aurait-ce pas nos faire reconnaître, que nous ne sommes pas seulement à l'heure d'un changement radical, non seulement à l'heure de la gauche, mais aussi de rapports de force au sein de l'Europe (comme en témoignent les réactions des dévotionnaires de Pologne).

#### Pour les socialistes

Aujourd'hui, il est important de corréler avec précision contre qui et en alliance avec quelles forces sociales le regroupement de nos communistes et socialistes révolutionnaires peut s'opérer. Plus que jamais il est nécessaire, pour essayer de clarifier cette question, d'en finir avec le vieux schéma dualiste et manichéen de l'opposition permanente gauche-droite. L'ensemble des formations sociales est traversé par des questions d'une tout autre nature : comment les forces politiques peuvent-elles se défaire du carcan social qui les assujettit ? Comment peuvent-elles se libérer d'elle-même à briser les romans de l'état et leurs relais de communication ? Comment peuvent-elles se libérer d'elle-même à briser les romans de l'état et leurs relais de communication ?

Sur ce terrain, les alliés et les ennemis se trouvent déviés de leur position par les exigences de la gauche et de la droite. Il y a un certain nombre de courants à l'intérieur du parti socialiste ont été déviés des idées traditionnelles de la gauche, mais ils sont susceptibles d'œuvrer dans la ligne de l'engagement, mais à la condition que ce changement

« vrai » infatigable pour faire peur. Mais, dites-moi, qu'est-ce que vous voulez que cela fasse à notre peuple, puisque précisément ce n'est pas infatigable ? ne l'est pas, puisque leur discours de peur se prolonge l'état de grâce » de la France à pour coordonner leur état de grâce ?

Qu'ils nous laissent donc travailler, car, vu la situation dans laquelle ils laissent un pays dont ils avaient confié les richesses, ils ne réussissent tout de même pas à nous appliquer sur le mal qu'ils prétendent avoir à la France. A moins, bien sûr, qu'ils ne veulent parler du mal qu'eux-mêmes lui ont fait.

Il est vrai d'ailleurs que, d'ici à la fin du mois, leur douleur coexistent et s'ajoutent se sera apaisée. Devant la consommation de leur échec, nous les reverrons bien vite nous dire qu'ils n'ont jamais cru en Giscard, qu'ils ont voté et fait voter Mitterrand, que les communistes, après tout, sont des Français comme les autres, et que, ayant eux-mêmes été depuis si longtemps aux affaires, ils pourraient à leur tour nous faire généreusement profiter de leur expérience de droite. Alors nous qui ne croyons pas au Père Noël que nous ne croyons à des lendemains qui se méritent à chasser sans que nous retournons nos manches et que nous nous battons à perdre la tête contre les obstacles accumulés par le malheur des temps et la malice des hommes, rappelons à tous les négociants en politique que l'état de grâce ne s'achève pas.

Éléments de la classe politique et syndicale qui, pour une raison ou pour une autre, peuvent contribuer à débloquer certaines problématiques sociales. Les nationalistes, en un sens, ont été vainement posés la question : Qu'est-ce, après la mise en œuvre des plans, nationalisés, les plans de syndicates et de partis. C'est d'ici à présent que nous voulons élargir les rapports sociaux, dans les milieux, dans les universités, les écoles, dans les hôpitaux psychiatriques, etc.

Beaucoup de militants de parviendront certainement à s'adapter à la situation nouvelle. Ils ont pris l'habitude de rester sur la défensive et seront incapables de trouver un point d'efficacité au sein de cette nouvelle situation historique. Un effort concerté de reconquête des organisations et leurs groupements, nous le faisons pour les années d'après mai 1968. Et pourtant, il s'agit, cette fois, de sortir pour la gauche de l'isolement et de lui donner de nouveaux moyens de prise de conscience et de coordination permanente de gagner du terrain dans tous les domaines de la transformation sociale.

Dans l'immédiat, nous proposons que toutes ces possibilités de transformation sociale soient explorées au sein de rencontres, colloques, séminaires, groupes de travail, etc., qui convergeraient dans des rassemblements importants du type « Assises des libertés et de la vie quotidienne » (par exemple au début juillet et au début octobre). Il ne s'agit nullement de la répétition de ce qui a été fait, mais de la composition d'un mouvement, mais d'un mouvement qui ne soit pas entièrement nouveau, fonctionnant à la fois comme instrument de coordination et de prise de conscience immédiate au niveau d'un quartier ou d'une faculté, comme d'un mouvement de confrontation et d'articulation de mouvements autonomes les uns par rapport aux autres (minoritaires, marginaux de toutes sortes) soit comme instrument d'action sur les objectifs généraux. Plus les multitudes, plus les positions singulières des différents composants, et, cependant, capacité de se battre sur tous les terrains, y compris celui des élections de l'après-mai, soit d'un regroupement démocratique et révolutionnaire, qui devrait nous permettre de sortir de l'isolement dans laquelle nous étions enroulés depuis si longtemps.

BRUSQUE

4081601550







Le Monde

politique

M. MITTERRAND A SOLITUDE : L'ÉTAT DE GRÂCE EST APPELÉ À DURER PLUSIEURS MOIS

M. François Mitterrand a quitté dimanche 7 juin son lieu de résidence, l'escalade de la Roche de Solère, près de la commune de Solère (Ariège) pour se rendre à la présidence de la République. Il était accompagné de son épouse, Jacqueline, ministre de la culture, et de son fils, le cadet Jean-Michel. A l'issue du déjeuner pris en famille au Palais de Solère, M. Mitterrand a été reçu par le ministre de la culture, Jack Lang, ministre de la culture, et de son fils, le cadet Jean-Michel. A l'issue du déjeuner pris en famille au Palais de Solère, M. Mitterrand a été reçu par le ministre de la culture, Jack Lang, ministre de la culture, et de son fils, le cadet Jean-Michel.

Le président de la République a expliqué pourquoi il avait eu raison, en tant que président, d'être si proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

Le président de la République et les élections

(Suite de la première page.)

D'une part, parce qu'il est chargé de mettre en œuvre les engagements du programme électoral. D'autre part, parce qu'il est chargé de mettre en œuvre les engagements du programme électoral. D'autre part, parce qu'il est chargé de mettre en œuvre les engagements du programme électoral.

L'œil de grâce

M. Mitterrand ne s'attendait pas à intervenir, à son tour, dans la campagne. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

Mlle Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) a déclaré, dimanche 7 juin à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

M. Mitterrand a déclaré, dimanche 7 juin à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

La campagne de M. Mauroy

- A Nantes : des assurances à l'enseignement privé
- A Rennes : des garanties aux agriculteurs et aux médecins

M. Pierre Mauroy, qui devait être l'invité, lundi soir 8 juin, d'une émission spéciale du "Club de la presse" d'Europe 1, diffusée à 19 heures au direct de Lilla, a été contraint de reporter sa déclaration à Nantes, par M. Chirac, sur cette même émission. Au cours de son voyage à Nantes et à Rennes, samedi, le premier ministre avait donné des assurances à l'enseignement privé et promis des aides aux agriculteurs et aux médecins sur les intentions de son gouvernement.

M. Mauroy, qui a passé la fin du week-end à Lilla, pour une campagne électorale en province, se rendant, le jeudi 11 juin, dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, et le vendredi 12, à Marseille.

De notre envoyé spécial

Rennes. — Contrairement à ce qu'il avait fait la veille en Aquitaine, où il avait tenu à faire, cours à sa venue, M. Mauroy a, samedi 6 juin à Nantes puis à Rennes, deux discours soigneusement préparés.

Dans les deux métropoles de l'Ouest qui réclamaient la présence du premier ministre, M. Mauroy a tenu à rassurer plusieurs catégories sociales particulièrement attentives aux intentions gouvernementales. A Rennes, où il était venu soutenir la candidature du maire, M. Edmond Hervé, ministre de la mer, il a tenu à rassurer les pêcheurs, en fin de matinée, aux paysans et aux médecins.

A Rennes, M. Mauroy a été engagé à « soutenir la candidature de M. Hervé », mais il a tenu à préciser que son rôle n'est pas de soutenir un candidat, mais de soutenir un programme.

discussions et consultations de leurs représentants ». Il a affirmé que le projet de loi de décentralisation des pouvoirs n'est pas une question de principe, mais une question de fait. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

« Dans le domaine social, a souligné M. Mauroy, nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures. Nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures. Nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures.

« Pluralisme et diversité »

L'attention des médecins, le chef du gouvernement a déclaré : « Il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

« Une opération politique »

A Nantes, où il était venu apporter son soutien à M. Alain Châtelier, député de la ville, M. Mauroy a déclaré qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

« La grande affaire du septennat »

Dans ces deux capitales régionales, M. Mauroy a tenu à rassurer les agriculteurs et les médecins. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

Le premier ministre a souligné que le projet de loi de décentralisation des pouvoirs n'est pas une question de principe, mais une question de fait. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

Affirmant surtout sa volonté de dialogue et de négociation par rapport aux différents pouvoirs, M. Mauroy a déclaré qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

ALAIN ROLLAT.

LE « BLOCAGE »

(De notre correspondant régional.)

Lille. — M. Mauroy, rentré tard dans la nuit de samedi à Lille, après son voyage brutalement interrompu à Nantes, dimanche 7 juin, a été reçu par M. Chirac, président de la République, à l'Élysée, pour lui présenter les conclusions de son voyage.

Le premier ministre a dénoncé les « contradictions » de M. Chirac, qui, après avoir déclaré qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture, a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

LES MINISTRES EN CAMPAGNE

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

M. Louis Mermoud, ministre de l'agriculture, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

« RECTIFICATIF »

M. Louis Mermoud, ministre de l'agriculture, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

La campagne de M. Chirac

Au « Club de la presse » d'Europe 1 : je fais le pari de la victoire, comme en 1978

M. Jacques Chirac n'est pas superstitieux : alors que, le 22 mars, devant le « Club de la presse » d'Europe 1, il avait annoncé qu'il serait élu président de la République, il a, dimanche 7 juin, au cours de la même émission, pris un engagement tout aussi formel. Pour le maire de Paris, en effet, la majorité qui sortira du scrutin législatif des 14 et 21 juin sera différente de la majorité présidentielle. « Je fais, a-t-il dit, le pari de la victoire comme je l'ai fait en 1978. » Nullement échoué — du moins en apparence — devant le résultat de l'élection présidentielle, M. Chirac a exprimé ses inquiétudes quant à la possibilité de voir bloquer le système par un scrutin à deux tours. Il se défend néanmoins de vouloir bloquer le système ou provoquer une crise. Dans le cas d'une victoire parlementaire de l'Union pour la nouvelle majorité, M. Chirac est prêt à une « entente » avec M. Mitterrand. A condition, bien sûr, que les ministres communistes aient abandonné certains points du programme socialiste, comme les nationalisations.

L'ancien premier ministre, qui n'a pas prononcé une seule fois le nom du P.S. et qui, quand il l'a dit, se comporte comme le leader de la majorité sortante (il refuse — peut-être la plupart par superstition — le titre de leader de l'opposition), a davantage exprimé ses inquiétudes quant à la possibilité de voir bloquer le système par un scrutin à deux tours. Il se défend néanmoins de vouloir bloquer le système ou provoquer une crise. Dans le cas d'une victoire parlementaire de l'Union pour la nouvelle majorité, M. Chirac est prêt à une « entente » avec M. Mitterrand. A condition, bien sûr, que les ministres communistes aient abandonné certains points du programme socialiste, comme les nationalisations.

M. Chirac a notamment déclaré : « Je suis sûr que nous allons gagner. Je suis sûr que nous allons gagner. Je suis sûr que nous allons gagner. Je suis sûr que nous allons gagner. Je suis sûr que nous allons gagner.

« Dans le domaine social, a souligné M. Mauroy, nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures. Nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures. Nous voulons que les agriculteurs bénéficient de nouvelles mesures.

LA BAISSE DE LA BOURSE

Ce qui n'inquiète pas le premier ministre, c'est la baisse de la bourse. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture. Il a dit qu'il n'est pas possible que le président de la République ne soit pas proche de la culture.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

M. Louis Mermoud, ministre de l'agriculture, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

« RECTIFICATIF »

M. Louis Mermoud, ministre de l'agriculture, a déclaré, dimanche 7 juin, à Fontaine, à l'occasion de la manifestation de son organisation, que le mouvement ouvrier n'est pas un mouvement de société.

## Situations électorales

- Vingt-cinq députés ne se représentent pas
- Vingt-trois sortants sont en lice comme suppléants

[illegible][illegible][illegible]

Grenoble. — Le bureau administratif de Grenoble a refusé l'enregistrement de la candidature de M. Pilet à la présidence du conseil régional de la région Rhône-Alpes à l'assemblée générale des militants socialistes de la quatrième région, qui se tiendra à Lyon le 22 septembre prochain. M. Pilet avait écrit comme suppléant à Henri Treisman (P.S.). A la suite de la décision prise, il a été nommé par la fédération socialiste de l'Isère, pour permettre l'inscription de M. Gernès, député, président du mouvement régionaliste, à la présidence du conseil régional. M. Pilet, de son côté, a décidé, et sans consultation de M. Pilet, de se retirer quelques jours de la région Rhône-Alpes, à la date de dépôt des candidatures.

Cette solution, qui fait prévaloir la hiérarchie et admet que le retrait du candidat ne peut empêcher l'assemblée de se tenir, a été acceptée par le bureau administratif de la région Rhône-Alpes, principal, se réservant néanmoins d'apprécier l'opportunité de poursuivre l'admission de M. Pilet, qui avait également déclaré de candidatures futures à la région Rhône-Alpes et à la 135<sup>e</sup> division électorale du département de l'Isère, non seulement au moment de la déclaration, mais encore jusqu'à la déclaration, au moment de la réunion de la commission de répartition du détal. M. Pilet a ainsi pu se retirer pendant 31 jours à la date de dépôt des candidatures, sans pouvoir être enregistré, à condition le contraire.

CLAUDE FRANCO

[illegible]



## M. Max Gallo à la reconquête du siège de Virgile Barel









# Le Monde ECONOMIE

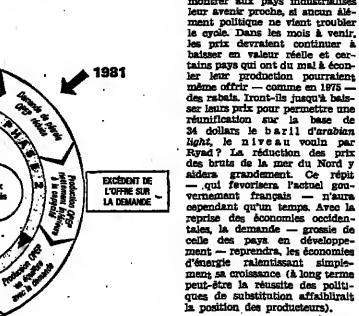
LA FIXATION DES PRIX DU PÉTROLE

## Enjeu politique ou loi de marché?

L'émotion des marchés libres à chaque événement politique dans le Golfe, les pétroles d'assurance demandés par les compagnies londoniennes aux navires qui passent le détroit d'Ormuz, ont accru l'idée que les prix du pétrole sont artificiels. Or, comme pour les autres matières premières, les cours du brut varient aussi en fonction de critères purement économiques que sont les lois de l'offre et de la demande.

La guerre du Kippour d'abord, la révolution du ayatollah Khomeiny, puis le conflit entre l'Iran et l'Irak ensuite — autant d'occasions d'un renchérissement du pétrole — sont venues dans la décennie 70 élever la teneur selon laquelle les prix du brut sont essentiellement politiques. D'une sensibilité particulière aux événements du Proche-Orient, principal centre d'approvisionnement du marché occidental, les prix du pétrole ont connu par moments une évolution cyclique qui tient cer-

tains. Or la part de l'OPEP dans le commerce mondial du brut n'a cessé de décroître, avec l'apparition de nouveaux producteurs : Mexique ; Grande-Bretagne ; Norvège ; pays d'Afrique, etc. À la hausse, lorsque certains consommateurs sont inquiétés par leurs approvisionnements, ces pays ne sont pas les derniers à relever leurs prix. On a vu ainsi, en 1974, le prix du brut passer de 3 dollars à 11,50 dollars. Le 1<sup>er</sup> janvier 1975 a provoqué une forte augmentation des revenus des pays membres de l'OPEP. Dans la même année, les pays indus-



tes aux perturbations politiques — l'un des éléments importants des variations des cours de matières premières depuis la dernière guerre — mais surtout à l'activité économique des pays développés.

Le graphique reproduit partiellement ci-contre dans la NALCO, une société de consultants présidée par un ancien dirigeant de la Sonatrach algérienne, M. Ali Laouadi, a l'intention de montrer l'évolution des prix du brut, sous l'effet de contingences politiques. Si cela depuis 1973, car auparavant la maîtrise par les pays consommateurs eux-mêmes — par l'intermédiaire des compagnies internationales — de la fixation du prix et des niveaux de production permettait l'adoption instantanée de mesures anti-cycliques.

Le premier choc pétrolier est intervenu à l'occasion de la guerre du Kippour, mais les conditions de l'emploi étaient réunies. Favorisée par la double dévaluation du dollar, la flambée avait d'ailleurs gagné la plupart des matières premières (cane + 285 % de 1972 à 1973 ; caoutchouc + 180 % ; coton + 120 % ; blé + 94 %). Le 17 octobre, par dix pays arabes de réduire leur production de 5 % par mois « jusqu'au retour total des for-

malistes ont réagi par des premières mesures d'économie d'énergie et de substitution — là où c'était possible — du distillat du gaz au pétrole. De plus, la crise pétrolière a entraîné la croissance économique qui s'est poursuivie des cours du brut dans les pays membres de l'O.C.D.E. (+ 0,7 % en 1973 ; - 0,5 % en 1974) a provoqué une réaction importante : la demande de pétrole OPEP (- 5,5 % en 1974 ; - 11,7 % en 1975) et un gonflement des stocks. Un mécanisme analogue se produit en 1981, après le « second choc » de 1973. Ce sont des périodes où les réactions de consommateurs énergétiques sont révélées à la baisse ; où l'inflation est forte dans l'O.C.D.E. (14,2 % en 1974 ; 10,7 % en 1975 ; 11,25 % en 1981). C'est aussi une époque de taux d'intérêt élevés qui pousse à réduire les stocks, donc à accentuer la demande du marché. La production de l'OPEP est alors nettement inférieure à sa capacité, et les pays producteurs, qui reçoivent une certaine compensation dans leurs prix — après avoir offert des rabais pour pouvoir écouler leur brut — recherchent le dialogue avec les consommateurs. Telle est la phase 2 du cycle.

La troisième période est celle de la montée vers la crise. Les pays consommateurs, qui ont vu leurs réserves diminuer, réduisent très fortement leur production, pour éviter une trop forte baisse des prix (une espèce d'effet de rebond, pour ne pas perdre entièrement les bénéfices de la crise précédente). La demande croissante de pétrole OPEP est alors satisfaite par une augmentation régulière de la production, qui se rapproche de la pleine capacité. L'activité économique est plus soutenue, et les prévisions optimistes (taux de croissance de l'O.C.D.E. : 1976, 5,5 % ; 1977, 3,7 % ; 1978, 3,5 %), l'inflation ramène à une moindre proportion. Devant cette évolution, les perspectives énergétiques sont revues en hausse. Au fur et à mesure que le marché se tend, la moindre élasticité politique risque de provoquer une explosion des prix. Ce qui a été effectivement observé lorsque l'Iran a suspendu ses exportations à la fin du mois de décembre 1979.

On ne saurait méconnaître que cette théorie du cycle de la crise du pétrole est simplifiée, elle considère presque exclusivement l'OPEP et pays industrialisés occidentaux. Or la part de l'OPEP dans le commerce mondial du brut n'a cessé de décroître, avec l'apparition de nouveaux producteurs : Mexique ; Grande-Bretagne ; Norvège ; pays d'Afrique, etc. À la hausse, lorsque certains consommateurs sont inquiétés par leurs approvisionnements, ces pays ne sont pas les derniers à relever leurs prix. On a vu ainsi, en 1974, le prix du brut passer de 3 dollars à 11,50 dollars. Le 1<sup>er</sup> janvier 1975 a provoqué une forte augmentation des revenus des pays membres de l'OPEP. Dans la même année, les pays indus-

## La plainte des taux d'intérêt

M. FRANÇOIS MITTERRAND et le chancelier Helmut Schmidt ont eu au moins un sujet commun de plainte à la conférence au sommet qui réunira les 20 et 21 juillet prochains, à Ottawa, les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grands de la zone O.C.D.E. (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon). Ils profiteront certainement, de l'occasion qui leur sera donnée de rançonner le président Reagan pour dénoncer les dangers du maintien de taux d'intérêt élevés. A moins de retournement spectaculaire de la situation d'ici à cette date, ce devrait être entre les dirigeants des principaux pays à économie de marché le sujet le plus brûlant de discussion.

Pour le chef du gouvernement fédéral allemand, le niveau actuel du loyer de l'argent sur le marché monétaire, que dans le monde, et au plus, de le précéder dans la dépression. A dire vrai, le chancelier a usé d'un raccourci. D'une part, parce que la menace qui fait peser la persistance de taux élevés est en réalité double et, d'autre part, parce que les Etats-Unis, quoique les premiers responsables de cette situation, ne sont toutefois pas les seuls à souffrir. L'aggravation des déficits budgétaires en Allemagne, en France et ailleurs, quoique dans le sens de l'élévation des taux.

L'expérience historique montre que c'est, en général, seulement dans un deuxième temps que se déclenche l'activité économique. La première conséquence est de désorganiser le système financier. La question qu'on doit sérieusement se poser aujourd'hui est de savoir si nous sommes à la veille d'une grave crise de liquidité, caractérisée par le fait qu'un nombre croissant

de débiteurs, grande et petite, se trouvent virtuellement en état de cessation de paiement. Tel est déjà, dira-t-on, le cas. Mais la crise elle-même peut devenir ouverte et faire bouillir de la neige, quand elle se traduit par une baisse précoce des prix des actifs qui servent souvent de gages aux crédits accordés. Sans évoquer le krach boursier de 1929, rappelons qu'en Grande-Bretagne le valeur des propriétés immobilières avait, en 1974, chuté de 25 %. La hausse des taux d'intérêt a déjà occasionné, au cours des deux derniers mois, dans pratiquement tous les pays, une baisse spectaculaire des titres à revenu fixe.

La formidable montée du loyer de l'argent sur le marché monétaire, peut être attribuée à deux causes. L'une est la persécution de l'inflation. L'autre est le changement des méthodes d'attribution du système de réserves fédérales sur le marché monétaire, décidées en octobre 1979 par M. Paul Volcker. Depuis cette date, le « Fed » effectue d'ignorer les brutales fluctuations du loyer de l'argent pour concentrer son attention sur l'évolution du montant des réserves mises à la disposition du système bancaire, étant entendu que ce volume doit correspondre à la croissance « souhaitée » par les autorités de la quantité de monnaie en circulation. Il n'est pas sûr que cette méthode se soit révélée plus efficace (ou moins perfide) que l'ancienne pour lutter contre l'inflation. Il est possible qu'elle en ait aggravé les conséquences, parce qu'il est probablement vain de chercher à établir un objectif de croissance de la masse monétaire.

Si, dans la proche avenir, une certaine amélioration se fait sentir sur la front des taux, le raisonnement sera une concertation politique, mais un relâchement plus ou moins marqué de l'activité.

P. F.

## ACTION CONJONCTURELLE ET CHANGEMENT DE STRUCTURES Sur la corde du funambule

par MICHEL CIGUREL (\*)

Les hommes changent à la tête de l'Etat. Ces hommes nouveaux ont été choisis par les Français dans l'espoir d'un changement de politique. La question majeure qui se pose aujourd'hui est celle-ci : un tel changement est-il possible en matière économique ?

QUELLES seront les orientations à moyen et à long terme du gouvernement en ce qui concerne les structures de l'économie ? Le socialisme réclame quatre choix prioritaires. On ne sait pas encore très bien comment ils seront abordés par les nouveaux dirigeants, qui sont attachés à des contraintes de pensée économique contradictoires. — Le choix entre le dirigisme et la décentralisation économique. On bien on estime qu'une économie « moderne » est trop complexe pour être gérée de façon centralisée, l'Etat n'intervenant que pour assurer des tâches traditionnelles (grande équilibre, protection sociale, monnaie), et il faut accorder encore la décentralisation des mécanismes de formation des prix, de décision et de classement des investissements, de l'octroi de crédits, de création et de suppression d'emplois. On bien on considère que la guerre économique sur le front extérieur, les luttes sociales sur le front intérieur appellent une direction unifiée et il faut s'en donner les moyens. Dans cette hypothèse, la planification à la campagne ne serait plus de circonstance, pas plus qu'un engagement débonnaire du territoire. La décentralisation des pouvoirs économiques vers les collectivités locales serait une contre-performance. La nationalisation sans désinvolture, une

abstention économique et budgétaire.

— Le choix entre l'ouverture sur l'extérieur et le repliement sur soi. Sur ce point encore, un choix clair s'impose : soit on s'accommode de la route tracée par les autres, soit on suit son propre chemin en s'alignant au maximum de l'extérieur, et il faut bien accepter la nature de ce choix : un nivellement de vie des consommateurs, mais sans doute une vie plus douce pour les producteurs, choisis d'entreprise et salaires confondus.

On ne peut considérer le renforcement du contrôle des changes comme un pas dans la direction de l'isolement. Il est présenté comme une mesure d'urgence de caractère conservatoire. De telles mesures ne manquent pas de précédents, effectivement provisoires, sous la V<sup>e</sup> République. Les nouveaux dirigeants ont affirmé leur volonté de ne pas recourir au protectionnisme douanier, de respecter

la liberté des mouvements de capitaux des non-résidents, d'accepter les disciplines du système monétaire européen.

Si cette indication de tendance se confirme, elle appelle une gestion économique, financière et monétaire rigoureuse. Dans les cas contraires, la France sera contrainte, quelle que soit la nature, à se protéger de l'extérieur.

— Le choix entre le maintien des droits acquis et une réduction significative des inégalités. L'idée conflictuelle qu'on peut donner beaucoup plus sans sans prendre aux autres, en excitant la croissance — vieille idée du socialisme, réduite aux acquis, qui avait un sens à l'âge de la croissance forte — est anachronique. La croissance des pays industrialisés sera de l'ordre de 1 % en 1981. La France peut se permettre un taux légèrement supérieur à celui des autres, de l'ordre de 1,5 % en 1981 par exemple, et l'a d'ailleurs fait depuis 1972.

### Une très faible marge

Mais là encore ce résultat ne peut être obtenu qu'à un prix d'une rigueur de gestion exemplaire, et n'est réalisable pas à la mesure du problème de la réduction des inégalités. Plus vraisemblablement, ce sont les sacrifices qu'il faudra redistribuer. Comme le répète sans cesse M. Pierre Mendès France, l'appui populaire à un gouvernement socialiste doit lui permettre une gestion plus rigoureuse, et non le contraire.

Un tel choix appellera du courage politique puisqu'il ferait peser l'essentiel des sacrifices sur

les cadres. Il comporterait un risque économique : le découragement et l'exode des cerveaux, selon le processus anglais ou suédois. Le Japon dont la nouvelle équipe abandonne l'effort d'industrialisation de la sécurité sociale sera particulièrement significatif à cet égard.

Sans doute, cependant, une partie de ces risques pourraient être évités par des mesures en profondeur, notamment fiscales : l'imposition des successions, surtout immobilières, permettant par exemple un relâchement de la politique

(Lire la suite page 12.)

### L'ÉROSION DU POUVOIR D'ACHAT DU BARIL ENTRE 1973 ET 1979

Prix du pétrole en \$ (cotation 1)	Prix OPEP en \$ (cotation 2)
1974 .. 15,44	14,78
1975 .. 15,44	13,72
1976 .. 15,54	13,21
1977 .. 15,73	12,59
1978 .. 15,73	12,59
1979 .. 22,85	22,58

Prix de l'OPEP et des international oil industry : le chancelier fédéral allemand de l'OPEP a déclaré que le prix du pétrole a subi une réduction de 10 % en 1979, par rapport à son niveau de 1973. O.C.D.E. et sur l'évolution d'un panier de neuf monnaies européennes. Malgré les hausses de 1979, l'OPEP n'est pas encore parvenu à cette époque le pouvoir d'achat de 1973.

(1) En dollars par baril.  
(2) Prix moyen de l'Arabian Light en dollars par baril.



















